

LE PAYS.

CE Journal est publié dans les intérêts de la cause démocratique, et s'occupe en premier lieu de *Politique*. Bien que les affaires publiques devraient suffire pour rendre une feuille intéressante, cependant il est désirable que tous les goûts trouvent dans un journal de quoi se satisfaire; c'est pourquoi dans chaque feuille une partie des colonnes sera consacrée à la Littérature, mais choisie de telle sorte que la morale la plus sévère ne puisse s'en offenser.

Grand nombre de Commerçants et d'Industriels Canadiens se plaignent avec raison que les publications périodiques exclusivement occupées de nouvelles politiques négligent absolument la partie commerciale. Ce reproche est loin d'être dénué de fondement: aussi, l'on se propose de suivre avec attention les mouvements du Commerce, les progrès continus de l'Industrie, soit en publiant des Bulletins de la rédaction à cet effet, soit en reproduisant des autres journaux ce qui paraîtra le plus applicable au pays.

C'est aussi la marche qu'on s'est tracée pour l'agriculture: science qu'on peut dire encore toute nouvelle en Canada.

Le premier numéro du Journal sera publié JEUDI, le QUINZE du courant.

La publication se fera *trois* fois par semaine en été, les Lundi, Mercredi et Vendredi, et *deux* fois en hiver, les Lundi et Jeudi. Le format sera celui du *Pilot* à peu près.

Pour l'avantage des habitants des campagnes on publiera une feuille hebdomadaire dans laquelle sera condensée la matière à lire des autres feuilles de la semaine. Cette feuille sortira le Vendredi en été, et le Jeudi en hiver.

Abonnement—Edition ordinaire, £1— Edition de la semaine, 10 chelins.

L'abonnement sera payé tous les six mois. Pour le premier semestre on n'exigera le paiement qu'après le troisième mois; pour le second semestre et les autres,—règle invariable—on fera la demande du paiement d'avance. Les annonces se publient aux mêmes conditions que dans les autres feuilles de cette ville.

La rédaction du journal est confiée à MM. L. A. DESSAULLES et Ls. LABRÈCHE-VIGER, aidés d'un Comité de Collaborateurs, et tout l'établissement sera sous la surveillance d'un Comité de direction.

En attendant que l'établissement soit définitivement placé, ceux qui désireront s'abonner au Journal pourront s'adresser à MM. E. R. FABRE ET CIE., ROMUALD TRUDEAU, et Jos. ROY, qui ont bien voulu se charger temporairement de l'agence.

Montreal, 1er Janvier 1852.

J. A. PLINGUET,

Imprimeur et Propriétaire.

PROSPECTUS.

Les différentes formes de gouvernement que l'on retrouve dans l'histoire des peuples et qui régissent encore l'humanité ont donné lieu à une erreur qui s'évanouit insensiblement dans les esprits justes. On a cru que la nature humaine subissait des modifications profondes, suivant que l'homme vivait sous une forme de gouvernement ou sous une autre,—en un mot, que la nature humaine perdait, pour ainsi dire, le cachet indélébile que lui imprime la divinité, et se remodelait sous la pression d'une certaine forme d'institutions politiques.

C'est d'après cette erreur que les monarchistes ont longtemps cru que les peuples avaient pris pour toujours le moule du servage, et qu'en conséquence les dynasties ne seraient ébranlées sur leurs trônes que par le bouleversement qui doit terminer les siècles. Parce qu'un peuple avait vécu pendant quelques siècles, sans murmurer contre l'absolutisme d'un gouvernement monarchique, on en était venu à croire, que ce peuple était définitivement et pour toujours arrêté dans ses idées et dans ses mœurs.

Mais à cet âge de l'humanité, quand on embrasse d'un coup-d'œil l'histoire du monde entier; quand on voit les monarchies et les dynasties rouler les unes après les autres dans l'abîme des révolutions, les formes de gouvernement se renouvelant sur tous les points du globe;—et quand on recherche la cause des bouleversements, qui ont amené ces modifications de gouvernement chez tous les peuples indistinctement,—ce serait stupidité que de croire encore qu'il serait possible de façonner la nature de l'homme à des institutions qui répugnent à ses instincts comme à ses facultés intellectuelles.

Or, de toutes les causes qui peuvent être assignées aux variations qu'ont éprouvées les différentes formes de gouvernement chez tous les peuples, quelle est celle qui se présente le plus uniformément à l'observation? Quelle est la cause que l'on voit percer presque partout, sinon celle qui met en action le sentiment de dignité qui est si fortement empreint dans la nature de l'homme, celle qui pousse l'homme sans cesse et toujours à la poursuite de l'égalité des conditions?

Si donc cette cause se retrouve partout la même dans les luttes de l'humanité, c'est que l'homme est toujours le même, quel que soit la forme du gouvernement qui le régit.

Ce sentiment de dignité qui pousse l'homme à la recherche de l'égalité des conditions, c'est l'essence de la démocratie; c'est ce

fait providentiel, universel, durable dont parle M. De Tocqueville.

Si de l'histoire du monde nous jetons les yeux sur l'humble coin de terre que nous habitons, nous retrouvons ce fait providentiel et durable au fond de toutes les luttes qui composent notre histoire politique. Car notre histoire est celle de tous les peuples. Ici comme partout ailleurs, tous les incidents de notre existence politique se rattachent aux deux principes contraires, qui seuls sont aux prises dans l'humanité entière, savoir: d'un côté, le principe de la dignité humaine, de la démocratie, des intérêts des masses; de l'autre, le principe de l'exploitation des masses par quelques individus.

Remontez à l'époque la plus reculée de notre histoire, passez en revue nos luttes parlementaires, et toujours vous trouverez ces deux principes face à face l'un de l'autre, absorbant en eux tous les petits incidents et toutes les causes étrangères et dominant tous les événements importants.

Tantôt victorieuse, tantôt vaincue, la démocratie ne disparaît jamais, car elle est dans la nature de l'homme, et elle ne peut disparaître qu'avec le dernier homme, de même qu'elle est née avec le premier homme.

Dans tous les partis qui ont partagé et qui partagent actuellement l'opinion publique, en Canada comme ailleurs, le sentiment démocratique se retrouve au fond des idées de tous ceux qui sont désintéressés dans leur action politique,—car c'est un fait universel. Les causes qui tendent à obscurcir ces idées dans l'esprit de quelques hommes et à les jeter dans un parti adverse à la démocratie, sont des ACCIDENTS; celles qui tendent à éclaircir ces idées dans l'esprit de l'homme et à le rapprocher de la démocratie, sont des causes naturelles, des causes dues à la Providence immuable que les a mises dans sa nature.

Un homme, jusque-là inconnu, disait dernièrement en se présentant au collège électoral de Québec: " Il n'y a plus de partis en Canada; " et cet homme disait vrai, s'il entendait par *partis* les associations d'hommes qui avaient pris des dénominations politiques. Que sont en effet devenus les partis qui, sous les noms de tory et de libéral, remplissent tout le passé de notre existence sous le gouvernement anglais? Tous deux sont détruits en s'entrechoquant; et leurs ruines en se confondant sur le théâtre de ce choc violent, n'ont pas même laissé de traces qui puissent permettre de discerner distinctement l'un de l'autre. Le mot tory n'a

plus d'application à aucun parti dans le pays, si on lui conserve la signification d'autrefois;—de même le mot libéral n'est plus propre aux idées qu'il représentait autrefois.

Cette démocratie que nous avons montrée, comme un fait universel, nécessaire et comme la cause première de nos anciennes luttes, apparaît sous la dénomination de parti libéral. Aujourd'hui que les idées se sont définies dans les esprits, que l'éducation politique du peuple lui a appris quels étaient ses droits, la démocratie se dépouille des dehors nuageux dont l'avaient enveloppées les circonstances.

Tous les partis sont morts autour de cette démocratie; elle seule est demeurée ferme et forte au milieu des ruines;—car la démocratie n'est pas un parti;—un parti se compose de mille petits intérêts, dirigés le plus souvent par l'ambition, la haine et toutes les passions. La démocratie est au-dessus de toutes les misères des partis; elle est la fin de l'homme sur la terre, celle qu'il poursuit, aveuglément parfois, mais sans relâche et sans trêve.

La démocratie, c'est l'état de l'homme rendu à lui-même, à sa dignité; c'est l'état de l'homme se gouvernant lui-même, ne subissant d'autre loi que celle de la vertu et du respect d'autrui et de lui-même; c'est la conquête de l'égalité des conditions dans les mœurs, la conquête de la souveraineté populaire dans le gouvernement; c'est le but des aspirations de l'humanité, la réalisation des rêves de liberté qui, quoique séculièrement comprimés, résident dans le cœur de tous les hommes.

La démocratie a ses partisans dans toutes les dénominations de convention que prennent les diverses couleurs de l'opinion publique; car dans tous les partis, il y a des hommes qui, dégagés des passions envenimées dont sont animés les chefs qui les dirigent, poursuivant silencieusement et instinctivement le but auquel les destine la Providence. C'est pour cela que les partis disparaissent et que la démocratie subsiste.

En donnant à cette cause un nouvel organe qui proclame ouvertement son existence et qui entreprend de répandre la connaissance des bienfaits dont elle est la source, nous n'inaugurons donc pas une nouvelle nuance de l'opinion publique. Nous ne faisons que continuer l'œuvre de nos aînés, tant sous l'ancienne constitution que sous celle qui nous régit.

D'après les idées que nous avons énoncées, tout le monde concédera avec quelle indifférence nous regardons les diverses dénominations

que certaines nuances de l'opinion publique s'arrogent encore. Une seule fixe notre attention et jouit d'avance de notre amour fraternel; c'est celle qui, portant déjà le drapeau de la démocratie, nous a précédés dans l'arène et a fait tant de généreux sacrifices pour la cause du peuple. En dehors de ces valeureux champions de la démocratie, nous n'avons ni haine ni amour, et le seul sentiment qui nous anime pour les partis et les hommes est un sentiment de défiance dépouillée de passion. De quelque côté que nous vienne un acte ou une proposition favorable au mouvement démocratique, nous l'accepterons avec reconnaissance; de quelque parti que nous vienne un acte ou une proposition tendant à restreindre les libertés ou les franchises du peuple, nous n'obéirons à aucune sympathie personnelle et nous repousserons de tout le pouvoir que les circonstances mettront à notre disposition, les agressions dont le peuple sera l'objet.

C'est là notre programme largement posé.

Dans l'état de vague et d'incertitude dans lequel se trouve actuellement le pays, nous n'avons pour personne ni fiel ni rancune, nous n'avons à signaler à la démocratie aucun homme à honnir ni à bénir. De cet état de vague sortira nécessairement une crise, pacifique il est vrai, mais qui exercera une influence considérable sur l'avenir du pays. Répandons en attendant de saines notions de liberté; réunissons en un seul corps toutes les idées nobles et généreuses qui sont au fond du cœur de notre société canadienne. Rapprochons les hommes que de mesquines passions divisent, dans la communion des principes démocratiques. Instruisons les masses; rappelons à chaque individu ce qu'il est, ce qu'il doit à la société, et ce que la société lui doit.

Et quand viendra le moment d'imprimer à la législation du pays le caractère et les tendances qu'exige l'état des esprits, le nombre, la respectabilité et la force des partisans de la démocratie forceront infailliblement les gouvernants à aggrandir la sphère de l'action du peuple.

Le peuple, ne l'oublions pas, ce sont tous les habitants du pays. La démocratie ne reconnaît pas de différences d'origine. Ce qui peut favoriser une origine au détriment de l'autre est contraire au principe démocratique. Laissons donc à la passion les petites animosités qui ont fait tant de mal au pays et à chaque origine en particulier. Que la raison, le sens calme et réfléchi dominant et remplacent la passion, et une ère nouvelle peut s'ouvrir devant nous.

... Formez une sainte alliance,
Et donnez-vous la main.
BRANDE.

AU PEUPLE.

Le Pays! La Patrie! ô mots faits pour toute âme!
Noms d'amour éveillant une dernière flamme
Dans l'œil de l'exilé mourant!
Quand je les dis, je veux que ma voix soit austère,
Que mon cœur soit lavé de tout haineux mystère,
Que mon front soit joyeux, sans être délirant!

Arrière, passions! Intestines querelles!
Les guerres de partis ne traînent après elles
Que lourds et poignants désespoirs!
Déjouons des méchants les complots téméraires
En ne formant ici qu'un vrai peuple de frères!
S'unir n'est-ce donc pas le plus saint des devoirs!

Oh! laissez le poète au pur patriotisme
Fronder avec dédain un indigne égoïsme;
Frères, faisons-nous tout pour tous:
Que l'amer préjugé succombant de lui-même
Exhale son courroux dans un soupir suprême!
Le passé n'est plus rien! reconquions-nous!

Hommes, que les honneurs ont égarés sans doute,
Ralliez le drapeau qui vous ouvre la route!
Un prestige fit votre erreur.
Ne le combattez plus: l'élan démocratique
Se fait sentir partout sur ce sol d'Amérique!
Des libertés du monde il est l'avant-coureur!

Comment lui résister? Par quel moyen l'éteindre?
Des tyrans à ce but ont essayé d'atteindre,
Même en se servant du canon!
L'arbre démocratique a de telles racines
Qu'il défie aujourd'hui cent hordes assassines!
C'est Dieu qui l'a planté! L'arracherons-nous? Non!

Réunissons-nous donc à l'ombre tutélaire
De cet arbre puissant et déjà séculaire
Gloire du continent nouveau!
Soyons fiers de marcher, avant-garde d'apôtres,
Vers le large avenir qui s'ouvre pour les autres!
Que les fils de nos fils aient le sort le plus beau!

J. LENOIR.